le peuple.VS

Numéro 221
Août 2025



JAB CH-1950 Sion 1

LA POSTE

Ayent : interview de Mathieu Aymon 6

Blatten : la Parole au SPO 9

L'engourdissement psychique

En temps de guerre, quand la violence devient quotidienne et que les images de destruction affluent sans répit, un phénomène insidieux s'installe : l'engourdissement psychique.

Ce mécanisme de survie permet de tenir face à l'horreur, mais il a un coût énorme : il coupe les individus de leurs émotions, rendant supportable l'insupportable. Ce phénomène touche autant les victimes que les auteurs de crimes. Les premiers finissent par ne plus réagir à la souffrance tandis que les seconds parviennent à justifier leurs actes en refoulant toute culpabilité.

Selon une étude norvégienne, la Terre a connu en 2024 le nombre de conflits armés le plus élevé depuis 1946, détrônant 2023 qui était déjà une année record. En effet, pas moins de 61 conflits

Suite en page 2



Suite de l'édito

ont été enregistrés dans le monde, répartis entre 36 pays. Siri Aas Rustad, autrice principale du rapport couvrant la période 1946-2024, souligne qu'il ne s'agit pas d'un simple pic conjoncturel mais d'un véritable tournant structurel : le monde est aujourd'hui bien plus violent et fragmenté qu'il ne l'était il y a dix ans. Ces données viennent confirmer le ressenti général d'une tendance va-t-en-guerre d'une partie des dirigeants de ce monde. L'écriture inclusive semble ici inutile tant ce terme se conjugue au masculin.

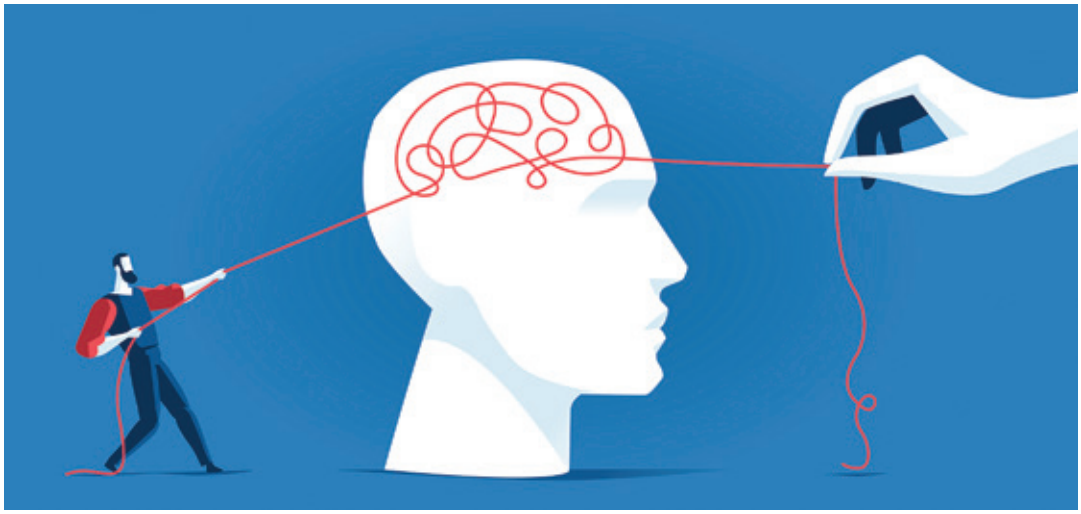
Et pourtant, en ce mois d'août, nous commémorions les 80 ans du bombardement atomique. L'info est presque passée inaperçue tant les récits de guerres sont quotidiens sur toutes les chaînes. Le piétinement du droit international par Israël et la complicité du monde occidental marque également un tournant. Toutes les chartes et la volonté presque consensuelle d'une paix durable après la Seconde guerre mondiale sont en train de voler en éclat. Plus rien ne fait sens. Il suffit d'un droit de véto à l'ONU pour freiner les tentatives de faire cesser un génocide. Les intérêts financiers et les alliances stratégiques priment sur la vie humaine. Et si, au fond, nous avions simplement été naïfs, croyant que le monde suivait un ordre moral ?

Il est bon ton de rappeler que le fer de lance du « monde libre » a méprisé la primauté du droit : de l'invasion illégale de l'Irak à la fabrication de faux renseignements sur les armes de destruction massive, en passant par la torture systématique, les enlèvements organisés et les détentions sans limite. Entre 1976 et 2009, les Etats-Unis ont mené plus de 400 interventions militaires en dehors de leur territoire. Une étude de l'organisation Reprieve datant de 2014 révélait que les actions des USA dans le but d'éliminer 41 cibles par des frappes de drones au Yemen et au Pakistan, avaient provoqué la mort de 1147 personnes, soit 28 innocent·es tués pour chaque suspect, y compris des femmes et des enfants.

Ces atrocités ont été totalement intégrées à nos vies. Nous nous sommes accoutumés à la mort de civils, présentée comme nécessaire par le récit du soft power américain pour défendre le « monde libre ». Et tant pis pour les pertes humaines, la lutte contre le terrorisme a fait en réalité bien plus de victimes civiles que le terrorisme lui-même. De ce narratif occidental en résulte une faillite totale de sa morale. Derrière les beaux discours de paix et les condamnations des dictatures se cachent une hypocrisie de plus en plus insupportable. Le génocide à Gaza et l'incapacité des puissances mondiales à agir nous le démontrent un peu plus chaque jour.

Et aujourd'hui, à force d'être saturée d'images parfois décontextualisées dans les médias, une partie de la population subit cet épuisement empathique, entraînant une indifférence collective. Cette forme d'engourdissement psychique des images de guerre mêlée à une impuissance totale face à des crimes abjects nous pousse à vouloir abandonner pour ne pas sombrer psychologiquement. Si la santé mentale est un sujet à ne pas négliger et à prendre avec le plus grand sérieux, la lutte pour les droits fondamentaux des humains l'est tout autant. N'oublions pas ces gens qui risquent chaque jour leur vie juste pour manger et boire. N'oublions pas non plus ceux qui sont complices de ces massacres. Même dans notre « belle Suisse », ils sont nombreux à avoir trahi leur âme au profit du plus fort, du plus riche et du plus compatible économiquement.

Yoann Bodrito, rédacteur en chef



Un premier août pas tout à fait comme d'habitude



La période estivale rime généralement, en politique suisse, avec une certaine « trêve ». Les séances hebdomadaires des exécutifs sont mises en pause, de même que celles des commissions parlementaires et des plénums.

Les partis et figures politiques s'alignent généralement sur cet état de fait, et les journalistes peinent à remplir leurs pages d'actualités. Cette manière de faire traditionnelle est certes critiquable, mais n'en demeure pas moins bien ancrée.

Le point d'orgue de cette trêve estivale est le 1er août, date de notre fête nationale, lors de laquelle, tous partis confondus, nous nous réunissons sur les places des villes et des villages, oubliant presque un instant les batailles politiques menées durant la première moitié de l'année, et celles à venir durant la seconde.

Mais cette année, ce calme helvétique a été troublé par un chiffre, 39. 39 %, c'est la hauteur des droits de douane imposés à notre pays par les Etats-Unis le vendredi 1er août 2025. Et tout un pays a vu sa fête nationale quelque peu « plombée » par ce coup de massue.

Car c'est bel et bien un coup de massue : avec 39 %, la Suisse se retrouve parmi les pays les plus fortement frappés par les droits de douane, avec le Brésil, l'Inde ou la Syrie. En cause : la Suisse « volerait » 40 milliards de dollars aux Etats-Unis. Si la méthode de calcul de l'administration Trump laisse évidemment à désirer (les services étant exclus de la balance commerciale), ce ne sont pas les quelques cours d'économie dispensés dans nos médias qui ont réussi à faire infléchir le président des Etats-Unis pour le moment.

Cette situation, inquiétante pour de nombreux pans de notre économie, a mis en exergue l'échec de notre gouvernement, en premier lieu de notre présidente Karin Keller-Sutter et de notre ministre de l'Economie Guy Parmelin. Le duo bourgeois s'est rendu aussi vite que possible aux Etats-Unis pour tenter un dernier cycle de négociations. Après avoir été reçus par le secrétaire d'Etat américain Marco Rubio (Trump ayant déclaré dans les médias américains ne pas connaître cette « dame » et se trompant, volontairement ou non, sur son titre), ils sont rentrés bredouilles. *39 %, it is.*

Les réactions ne se sont pas fait attendre. La droite politique a, au risque de nous surprendre, directement appelé de ses vœux des allègements fiscaux massifs pour les entreprises et moins de bureaucratie. Qu'il semble loin, le coup de fil du mois d'avril entre notre présidente et son homologue des Etats-Unis.

Mais plutôt que de chercher des coupables, il convient aujourd'hui de tirer les conclusions qui s'imposent. La seule constante de la politique menée par le régime néofasciste de Trump, c'est son instabilité. Les effets d'annonce sont plus importants que les faits, la vérité importe peu, la cohérence, la réflexion, la stabilité et le dialogue sont quant à eux bien rangés dans les sous-sols de la Maison-Blanche jusqu'à la fin de son mandat.



Deux choses restent donc à faire : trouver des solutions pour aider les secteurs fortement impactés par ces droits de douane (RHT, aides ciblées, pas de dérégulation aveugle au prix d'un démantèlement du service public…), et nous rapprocher activement de nos partenaires les plus fiables, nos voisins européens. Le « Sonderfall » helvétique arrive à bout de souffle. Si les réactions se font trop attendre, nous risquons de nous isoler toujours plus sur la scène internationale – et si nul ne sait de quoi demain sera fait avec les Etats-Unis de Trump, gageons que l'attentisme face à celles et ceux qui veulent sincèrement collaborer avec nous n'en seraient que pire.

Clément Borgeaud, président du PSVR



Vivre, lutter, témoigner : 40 ans de combat contre le SIDA en Suisse

Lorsque l'Aide suisse contre le SIDA est fondée en 1985, le VIH est déjà là. Et il tue. Mais bien avant d'être reconnu comme une urgence sanitaire, il frappe d'abord dans l'ombre.

Les premières victimes sont des hommes homosexuels, des usager·es de drogues, des personnes trans, des travailleur·euses du sexe, des migrant·es. Au début de l'épidémie, on parlait cyniquement des « 3 H » : Homosexuels, Héroïnomanes et Haïtiens – ces derniers désignant en réalité toutes les personnes racisées, particulièrement les Africain·es et les diasporas caribéennes. Une triple stigmatisation : sexuelle, sociale, raciale.

L'histoire du SIDA est aussi celle d'un déni politique mondial. En 1981, les premiers cas apparaissent aux Etats-Unis. Le président Reagan attendra plus de quatre ans avant de prononcer le mot « AIDS » en public. Cette indifférence officielle coûtera des dizaines de milliers de vies. *« L'Etat comptait les morts, nous avons compté les vivants ».* Face à l'inaction, la riposte s'organise. Aux Etats-Unis, le collectif ACT UP (AIDS Coalition to Unleash Power) transforme la douleur en rage politique : actions coup de poing, die-in, slogans percutants – Silence = Death.

Le combat est autant sanitaire que social. Il faut lutter contre un virus, mais aussi contre la stigmatisation, l'homophobie, le racisme, la pauvreté, la criminalisation : les *« sidéens »* sont isolés dans des pavillons, on refuse de les soigner avec dignité. On nie leur humanité.

Et pourtant, les visages résistent. Freddie Mercury, mort en 1991, devient l'icône mondiale d'une génération sacrifiée. Quelques années plus tôt, sa voix faisait résonner un refrain devenu, malgré lui, un sinistre symbole de l'épidémie : *« Another one bites the dust ».* Encore un qui tombe. Encore un qu'on enterre. Sans cérémonie. Sans mémoire.

Le ruban rouge, créé en 1991, devient le symbole planétaire de cette solidarité. Il dit : *je n'oublie pas, je me bats.*

Car on vit avec le VIH, mais on ne vit pas sans droits. Les personnes concernées sont devenues actrices de leur histoire : elles ont imposé leur parole dans les protocoles médicaux, ont exigé l'accès aux traitements, la fin des violences institutionnelles. Sans elles, pas de trithérapies, pas de PEP, ni de PrEP. Pas de prévention efficace. Pas de changement de regard. L'Aide suisse contre le SIDA s'inscrit dans cette lignée de luttes portées par les premiers et premières concernés.

Mais aujourd'hui encore, la bataille est loin d'être gagnée.

En Afrique subsaharienne, des générations entières ont disparu, laissant derrière elles des millions d'orphelin·es. Et pendant que l'Occident se croit sorti d'affaires, les financements internationaux s'effondrent. En mars 2025, Donald Trump a coupé brutalement le financement américain du programme UNAIDS, affaiblissant des dizaines de projets vitaux dans les pays du Sud. Et même en Suisse, l'OFSP réduit aujourd'hui les budgets alloués à la prévention. Comme si l'épidémie était finie. Comme si les personnes vivant avec le VIH n'existaient plus.

En Afrique subsaharienne, des générations entières ont disparu, laissant derrière elles des millions d'orphelin·es. Et pendant que l'Occident se croit sorti d'affaires, les financements internationaux s'effondrent.

Il n'existe toujours pas de vaccin. Et les discriminations, elles, persistent. Invisibilisation, précarité, solitude, sérophobie … Le silence, encore. Mais face à ce silence, la communauté continue de se dresser, de lutter, de créer.

Car le VIH n'est pas qu'un enjeu médical. C'est un miroir de nos sociétés. Et ce que nous avons appris, douloureusement, c'est que seules les luttes portées par les premier·es concernés changent le cours de l'histoire.

« Ils sont morts dans le silence. Nous crions encore. »

Paola Riva Gapany,
présidente de l'Aide suisse contre le SIDA,
députée au Grand Conseil

Tribune libre

Féminicides: le poids des mots



Dix-neuf, c'est le nombre de féminicides qui ont eu lieu en Suisse depuis le début de l'année 2025. Déjà une victime de plus que sur l'ensemble de l'année 2024. Ce chiffre est ahurissant.

Dix-neuf, c'est aussi le nombre de coups qu'a portés l'ex-chanteur du groupe Noir Désir, Bertrand Cantat, à sa compagne, l'actrice Marie Trintignant, en 2003. Elle en mourra quelques jours plus tard. Ce drame, au retentissement médiatique important car il concernait deux figures de la chanson et du cinéma français, a mis en lumière les violences conjugales. Par sa fin tragique, la victime en est malheureusement devenue un symbole.

Si certains cantons, comme Neuchâtel ou Vaud, ont utilisé le terme dans leurs communiqués de presse récemment, d'autres, comme le Valais, ne sont visiblement pas encore prêts à «appeler un chat un chat».

Pourquoi ce parallèle? Parce que ce féminicide n'a pas été nommé comme tel dans les médias à l'époque. On l'a qualifié de «crime passionnel» voire de simple «accident» – dix-neuf coups, tout de même. Le traitement médiatique de cette affaire paraît effarant à la lumière de notre regard actuel. La diffusion cette année de la série documentaire Netflix *Le cas Cantat: de rockstar à tueur* le démontre bien. Il s'agit d'une mise en lumière nécessaire, qui propose de réfléchir à la responsabilité collective de la société dans les féminicides et leur traitement, une société et des médias qui ont minoré le statut de victime de Marie Trintignant. Le documentaire souligne également que l'opinion publique, sur les blogs de l'époque, reflétait le relativisme ambiant des médias. De ce fait, la manière dont les féminicides sont couverts médiatiquement joue un rôle essentiel dans la perception qu'en a la société.

Vingt-deux ans plus tard, la manière dont la presse et la justice communiquent autour des féminicides reste problématique. Si certains cantons, comme Neuchâtel ou Vaud, ont utilisé le terme dans leurs communiqués de presse récemment, d'autres, comme le Valais, ne sont visiblement pas encore prêts à «appeler un chat un chat».

L'un des freins à l'utilisation du terme «féminicide» tient certainement au fait qu'il ne figure pas dans le code pénal suisse comme circonstance aggravante de l'homicide, contrairement à ce qui est prévu dans la législation et l'usage courant de nombreux autres pays.

L'inscrire dans la loi ne suffira pas, à lui seul, à réduire les chiffres alarmants du nombre de victimes. Mais ce serait un point de départ majeur dans la lutte contre les violences sexistes: nommer, c'est reconnaître, et reconnaître, c'est mieux pouvoir y répondre. Reconnaître que ce ne sont pas des actes isolés ni de simples faits divers, mais bien l'aboutissement d'un continuum de violences de toutes sortes liées à des rapports de contrôle et de domination visant systématiquement les femmes. Reconnaître que ces crimes sont spécifiques et qu'ils exigent alors une réponse spécifique.

Une définition légale unifiée faciliterait le recensement précis des cas afin de mettre en place des mesures de prévention ciblées et efficaces. Elle permettrait aussi de sanctionner plus explicitement les auteurs, tout en renforçant la visibilité et la compréhension de ce phénomène systémique dans l'opinion publique.



Enfin, au-delà de l'aspect juridique, inscrire «féminicide» dans le code pénal serait un message politique et sociétal fort qu'il est grand temps d'envoyer. Une résolution pour que le canton du Valais se positionne en ce sens a été déposée lors de la précédente session du Grand Conseil, cosignée par plusieurs partis. Reste à savoir si le parlement, majoritairement de droite, choisira de reconnaître pleinement cette réalité pour mieux la combattre ou de laisser ce mot – et ce qu'il désigne – hors de la loi.

Noémie Constantin

Le rouge refait surface à Ayent

C'était une des surprises des élections communales de 2024 : Mathieu Aymon détrônait le sortant Christophe Beney et accédait à la présidence de la commune d'Ayent.

Avec plus de 117 voix d'avance, sa victoire ne souffrait d'aucune contestation. La commune a renoué avec le rouge après une législature marquée au centre. Pointé du doigt par certain·es en raison de son jeune âge – 26 ans –, il a préféré répondre aux critiques en rassemblant autour de lui, tant dans son propre camp qu'au-delà. « Fédérateur » : un mot qu'il affectionne et qu'il continue de revendiquer. Pour Le Peuple.VS, il est revenu sur ses premiers mois à la tête de la commune d'Ayent.

Salut Mathieu. Comment se passe ces premiers mois en tant que président de commune ?
Très bien pour le moment. C'est beaucoup de travail lié à la nouveauté du poste. De nombreux dossiers, dont certains plus lourds mais c'est une activité qui me plait énormément. Et pour l'instant, les citoyen·nes semblent satisfaits.



Qu'est-ce que ça fait d'avoir comme adresse mail president@ayent.ch à seulement 26 ans ?
Pour l'anecdote, l'adresse mail n'existait pas avant 2025, c'est donc une nouveauté dans la commune (rire). Sinon pour le reste, les critiques sur mon âge me touchent très peu. Je suis trop concentré sur les tâches en cours pour réellement faire ce pas de côté et réfléchir à ma situation mais j'ai conscience d'être probablement un des plus jeunes présidents de commune du pays.

De ce côté-là, tu ressens plutôt de la méfiance des gens ou au contraire plutôt de la bienveillance d'être jeune à un poste de président ?
Il y a peut-être eu une légère appréhension au début, mais je ne crois pas que ça a duré. Au final, les gens jugent surtout sur le travail accompli ainsi que sur la maitrise des dossiers. Cette fonction implique naturellement un haut niveau d'exigence.

Mon âge, je n'y peux pas grand-chose. C'était d'ailleurs un des seuls arguments retenus contre moi pendant la campagne.

On imagine aussi qu'être réduit exclusivement à son âge n'est pas très flatteur, d'autant plus quand on défend des idées socialistes. Comment tu vois les choses ?
Mon âge, je n'y peux pas grand-chose. C'était d'ailleurs un des seuls arguments retenus contre moi pendant la campagne. Au final, ça n'a pas été un élément décisif pour les citoyen·nes d'Ayent puisqu'ils ont décidé de me faire confiance pour ces quatre ans.

Malgré une présidence socialiste, le PS reste minoritaire à l'exécutif (3 PDC, 2 PS, 1 PLR, 1 UDC). Comment se passe la cohabitation ?
Je dirais qu'il manque quand même un siège à la gauche pour faire plus de poids. Néanmoins, le fait de pas avoir de parti majoritaire est quelque part une bonne chance pour nous puisque nous devons discuter en profondeur de chaque sujet. Et puis, ça pousse également à mieux maitriser les dossiers pour les défendre, une sorte de garde-fou.

On imagine que le rôle d'un président d'une « petite » commune est conséquent. C'est un 70 % mais qui se révèle être un 120 %, c'est ça ?

AYENT

- 4539 habitant·es
- Le conseil communal se compose de 3 PDC, 2 PS, 1 PLR, 1 UDC
- Le nom « Ayent » apparaît dès 1052 sous la forme « Agent », puis au XII[e] siècle sous variantes comme Aient, Aent ou Ayens

C'est effectivement plus du 120% que du 70%. En plus de tout le travail administratif, il y a beaucoup de séances et de représentation. Cela va de la bénédiction d'une croix dans un village à la réception de la présidente du Grand-Conseil en passant par un apéro avec des investisseurs étrangers. Disons que c'est plutôt varié en termes de représentation. Et il y a bien entendu beaucoup de travail de terrain avec les habitant·es qui ont parfois des questions ou des situations conflictuelles à gérer.

Qu'est-ce qui te plait le plus dans ce rôle ?
La proximité avec les gens. C'est une fonction qui a du sens. On représente quelque chose qui nous dépasse, on est le visage d'une institution. On se rend compte également qu'on peut améliorer concrètement la vie des gens. Par exemple, dès l'année prochaine, la commune adoptera une nouvelle grille salariale avec une revalorisation à la clé, notamment pour le personnel de la crèche qui avait des conditions pas optimales. C'est du concret pour les personnes concernées.

Néanmoins, le fait de pas avoir de parti majoritaire est quelque part une bonne chance pour nous puisque nous devons discuter en profondeur de chaque sujet.

Le réchauffement climatique impose des défis croissants au Valais, notamment en matière de dangers naturels. Ayent étant une grande commune de montagne en termes de superficie, comment anticipe-t-on et gère-t-on ces risques pour les années à venir ?
Disons qu'à Ayent, nous sommes passablement « chanceux » avec la topographie. Il n'y pour l'instant pas de risque majeur par rapport aux autres communes. Néanmoins, on voit quand même que les incendies sont plus fréquents et plus difficile à maitriser, surtout dans certaines zones inaccessibles. L'appui aérien pour éteindre le feu est parfois nécessaire ce qui engendre des coûts supplémentaires. Rien que cet été, nous avons eu 4-5 départs de feu sur la commune. Pour le reste, en plus des mises à jour parasismique, nous devons aussi prévoir des budgets pour la mise à jour de notre PGEE (plan général d'évacuation des eaux) pour anticiper d'éventuelles inondations.

Quand t'as pris ta carte au PS en 2016, tu t'imaginais moins de 10 ans plus tard président de ta commune ?
Absolument pas. Je n'avais pas d'ambition particulière. Et je n'en ai pas non plus actuellement. Je me sens bien à la tête de la commune d'Ayent et je compte y rester.

A l'issue du scrutin l'année dernière, les commentateurs politiques parlaient d'un vote contre l'ancien président sortant qui a favorisé ton score éclatant. Est-ce une pression supplémentaire auprès de ces gens qui voulaient du changement ?
Je suis totalement conscient de cela et de ce fait ça me pousse à faire preuve d'encore plus d'humilité. J'ai quatre ans pour prouver aux gens qui m'ont fait confiance qu'ils n'ont pas eu tort.



Est-ce que tu cherches encore la 1000e voix dans la commune pour lui offrir un café ? (NDLR : il a obtenu 999 voix)
Ce que je peux dire, c'est que je connais cette fameuse 1000e personne. Trêves de plaisanterie, j'ai été flatté par ce score, c'était un résultat net, ce qui me donne de la légitimité dans ce rôle.

Propos recueillis par la rédaction



Mattmark: 60 ans après, pour ne pas oublier

En quelques secondes, un pan du glacier de l'Allalin s'effondre sur le chantier du barrage du Mattmark en construction, engloutissant baraquements et cantine. Bilan : 88 morts.

Majoritairement des ouvriers immigrés italiens, ils étaient venus en Suisse pour aider à bâtir la Suisse moderne. Le procès qui suivra blanchira tous les responsables, mais laissera un goût amer de négligence impunie. Mattmark reste, six décennies plus tard, un symbole de deuil, de solidarité et de la fragilité des vies derrière les grands ouvrages.

Si les conditions des chantiers se sont considérablement améliorées, nous aurions tort de penser que ces drames appartiennent au passé. En Suisse, une personne par mois meurt sur un chantier. L'été dernier, l'effondrement d'un échafaudage sur le chantier « Malley Phare » à Prilly a causé la mort de trois personnes et a fait 11 blessés. Selon les premiers éléments de l'enquête, des négligences pourraient être la cause du drame.



Le sort des saisonniers italiens de l'époque reflète également celui que connaissent encore trop de migrant·es aujourd'hui : offrir leur force de travail, et recevoir en retour de l'indifférence quand ce n'est pas du mépris, malgré leur contribution essentielle à la prospérité du pays. Se souvenir de Mattmark, c'est aussi s'engager pour que ces erreurs ne se répètent jamais. A l'époque, le statut de saisonnier permettait aux entreprises du bâtiment de puiser dans un vaste réservoir de main-d'œuvre bon marché et privée de droits. D'une saison à l'autre, les ouvriers malades, épuisés ou accidentés étaient remplacés sans état d'âme. La santé et la sécurité passaient après la rentabilité. Ce mélange d'ignorance, d'indifférence et de calcul froid a conduit à une tragédie qui, avec plus de considération et de précautions, aurait pu être évitée. Pourtant, aujourd'hui encore, des abus sont signalés. Demain peut-être encore, tant que les plus précarisées vivront bien souvent à la merci d'un patronat sans scrupule ni respect pour la dignité humaine.

A l'époque, le statut de saisonnier permettait aux entreprises du bâtiment de puiser dans un vaste réservoir de main-d'œuvre bon marché et privée de droits. D'une saison à l'autre, les ouvriers malades, épuisés ou accidentés étaient remplacés sans état d'âme.

La catastrophe du Mattmark résonne également en cette année 2025 qui a vu le village de Blatten rayé de la carte. Si les raisons et les circonstances ne sont pas les mêmes, toutes ces tragédies laissent un sillage de vies fauchées, de biens détruits et de blessures émotionnelles. Ces drames nous apprennent la résilience et que nous ne sommes si petits face aux catastrophes. Respecter les mains qui construisent nos foyers va de pair avec le devoir de préserver la terre qui les porte.

A l'occasion du 60e anniversaire de la catastrophe, l'association Valais/Italie organise plusieurs événements. Le vendredi 29 août, une table ronde consacrée à la thématique « Sécurité et prévention sur les chantiers » avec Christine Michel, experte en santé chez Unia se tiendra au Centre Missione à Naters, suivie de la projection d'un film retraçant six décennies de mémoire de la tragédie. Le lendemain, samedi 30 août, une cérémonie commémorative aura lieu sur le site du drame, au barrage de Mattmark, avec une messe et plusieurs allocutions.

Yoann Bodrito

Blatten ne doit pas disparaître sous les décombres de la politique



Le 28 mai 2025 restera profondément gravé dans la mémoire de notre canton. Ce jour-là, la montagne – accompagnée de masses glaciaires – est descendue et a enseveli Blatten.

Ce qui était autrefois un village vivant d'environ 300 habitant·es repose désormais sous une immense couche de roches et de glace. Le Lötschental est sous le choc, mais il reste uni. La solidarité qui s'est manifestée dans les heures et les jours suivant l'éboulement a été immense : les voisin·es et les habitant·es de la vallée se sont soutenus mutuellement, des bénévoles venus de tout le Valais ont aidé lors de collectes de vêtements et d'autres actions, et la Suisse entière a fait des dons.

La seule question est : la volonté politique sera-t-elle plus forte que l'ancien mantra de l'austérité ? Le SP Oberwallis répond clairement : oui. Nous défendons nos vallées de montagne, non seulement au début, mais également aussi longtemps que nécessaire.

Les autorités locales et régionales ont remarquablement fonctionné dans cette crise. L'état-major a coordonné rapidement, avec transparence et détermination. Des représentant·es du canton et de la Confédération étaient présents sur place pour exprimer leur solidarité – et ont promis leur soutien. C'est juste et important. Mais de belles paroles ne reconstruisent pas un village. Aux mots doivent maintenant s'ajouter des actes.

Blatten et le Lötschental ont maintenant besoin non seulement d'argent pour l'aide immédiate, mais aussi d'une perspective à long terme. Les responsables de la vallée sont capables et déterminés à élaborer, avec des spécialistes, un plan pour l'avenir. Mais ils ne peuvent pas porter ce fardeau seuls. La Confédération, le canton et les communes doivent agir main dans la main avec la population – et mettre les moyens nécessaires à disposition.

Cette catastrophe dans le Lötschental, mais aussi par exemple les intempéries dans le village de Lourtier, dans le Val de Bagnes, nous rappellent douloureusement ce qui est trop souvent oublié à Berne : nos vallées de montagne – tant dans le Haut que dans le Bas-Valais – sont vulnérables. Les dangers naturels, le changement climatique et l'exode économique menacent leur existence. Ceux qui veulent aujourd'hui affaiblir encore davantage les services publics – par des coupes dans la Poste, les transports publics ou la SSR – prennent le risque de laisser des régions entières dans l'ombre. Un service public fort n'est pas un luxe, mais une artère vitale.

Certain·es réclament, pour des raisons idéologiques, d'abandonner les régions de montagne à elles-mêmes. D'autres cherchent à tirer un profit politique de la souffrance. Mais ni le populisme à bas prix, ni le retrait néolibéral n'aident les villages et vallées touchés. Nous avons besoin de solutions pragmatiques, portées par la solidarité, le savoir et la clairvoyance.



La Suisse peut se permettre la reconstruction de Blatten et la sécurisation de l'accès au Val de Bagnes. La seule question est : la volonté politique sera-t-elle plus forte que l'ancien mantra de l'austérité ? Le SP Oberwallis répond clairement : oui. Nous défendons nos vallées de montagne, non seulement au début, mais également aussi longtemps que nécessaire.

Le chemin sera long et difficile. Il y aura des revers. Mais avec du courage, de la cohésion et un Etat qui prend sa responsabilité au sérieux, nos vallées de montagne et des villages détruits comme Blatten peuvent avoir un avenir. Nous ne devons pas permettre que ce village disparaisse sous les décombres de la politique.

Claudia Alpiger, présidente du SPO

Patinoire de Sierre, le reniement du Parti Socialiste

Que ce soit au niveau de son programme ou de sa doctrine, le Parti socialiste a toujours prôné et s'est toujours battu pour que les biens et les activités d'intérêt général soient en mains des collectivités publiques.

Il en va ainsi de l'eau et de l'électricité, de la santé ou de l'éducation mais également des installations sportives d'envergure puisque celles-ci sont au service de la population.

Quelle surprise donc de constater que le groupe socialiste du Conseil général a soutenu massivement un projet de patinoire porté par des personnes privées.

Alors, peut-être qu'à l'époque de cette votation, n'existait-il pas une alternative crédible au besoin pressant de surfaces de glace, ce qui aurait pu, éventuellement, justifier cette adhésion ?

Mais, par la suite, une association, après avoir obtenu un référendum populaire, propose un projet en tout point conforme à la vision socialiste, à savoir une patinoire en mains publiques, tout en étant compatible avec les ambitions sportives du HC Sierre.

Il semblait donc logique et évident que le PS, fidèle à ses valeurs et à son ADN, se range derrière cette nouvelle proposition. Puis, on apprend, qu'à la quasi-unanimité, le parti à la rose fait bloc derrière le projet porté par des intérêts privés.

Cela s'appelle un reniement.

Jean-Louis Pitteloud

TRIBUNE LIBRE

Les opinions exprimées dans cette tribune n'engagent que son auteur.

Par souci d'équité, le Peuple.VS a donné la parole à la section de Sierre du PS qui est la suivante : *« La position de la section sur ce sujet a été déterminée en Assemblée générale de section du 7 mai 2025, conformément à notre démocratie interne, reprise dans le communiqué de presse du 8 mai 2025 ».*

Pour rappel, lors de cette AG, les membres du parti avaient choisi de soutenir ce projet qui représentait pour eux une opportunité de doter Sierre d'une infrastructure sportive moderne tout en développant un écoquartier répondant aux besoins en logements. La participation financière de la ville étant limitée à 30 millions sur les 89 millions du coût total, la section sierroise avait estimé que le projet présentait un bon équilibre entre investissements publics et privés. De plus, dans son programme de législature, le PS avait mis en exergue sa volonté de réaliser la future Valais Arena.



Des économies sur le dos des cantons et des services publics !



Depuis presque un an plane sur les finances fédérales l'ombre du rapport Gaillard. Le concept de celui-ci est simple : détruire l'Etat social et continuer le renforcement des tâches régaliennes. Ainsi, le Conseil fédéral veut réaliser des économies à hauteur de 3,6 milliards de francs d'ici 2027.

Nommé rapport Gaillard, du nom du président du groupe d'expert·es mandaté par la Confédération pour réduire les dépenses nationales, ce rapport constitue une destruction coordonnée du secteur social en Suisse. Concrètement, il s'agit de 60 mesures d'économie qui visent, par exemple, les subventions pour la transition climatique, les crèches, la culture, la formation professionnelle, les transports publics, l'intégration des jeunes réfugié·es, et bien d'autres encore !

Si l'on souhaite agir pour le bien commun, et non simplement pour les intérêts des plus riches et du complexe militaro-industriel, il faut au contraire viser une augmentation des rentrées fiscales, par une participation plus importante des plus fortuné·es.

L'objectif de ce rapport est de couper dans les différentes dépenses de la Confédération afin d'assainir les budgets, sans toucher aux recettes fiscales. Ce principe de base est erroné, mais il permet de soutenir l'idéologie néolibérale en s'attaquant aux services publics. L'assaut contre l'Etat social sert ensuite de justification à des baisses d'impôts. En effet, si l'Etat dépense moins, il est facile d'argumenter en faveur d'une réduction des recettes fiscales. La surestimation constante des déficits – qui constitue la justification du rapport – est un outil bien connu des partisans du néolibéralisme, dont le crédo repose sur la baisse des impôts, la destruction des services publics et la privatisation. Tels sont les objectifs des partis bourgeois avec le rapport Gaillard, au détriment de la majorité de la population. Il est clair que les bénéficiaires du rapport sont les plus riches, qui verront leurs impôts diminuer.

Pour les cantons, et plus concrètement pour leurs habitant·es, le rapport aura de nombreux impacts négatifs. En plus d'une attaque contre les bas revenus, les fortes baisses de financements fédéraux demandées par le rapport se reporteront sur les épaules des cantons. Ainsi, ce programme d'austérité peine à convaincre au niveau cantonal, même à droite ! La Conférence des gouvernements cantonaux s'est d'ailleurs exprimée et demande à la Confédération de revoir ce plan « d'allègement budgétaire ». En Valais, la HES a exprimé de fortes inquiétudes pour ses projets suite à l'annonce de ces économies.

En parallèle du rapport, il ne faut pas oublier que la majorité bourgeoise du Conseil fédéral est belliqueuse et a augmenté le budget de l'armée de 4 milliards pour la période 2025-2028. La police et l'armée ne sont pas touchées par le rapport. Au contraire, cette dernière est précautionneusement protégée de ses effets, malgré les critiques de la gauche. En effet, le budget de l'armée va presque doubler d'ici 2035. On marche sur la tête ! Les économies servent ainsi à détruire tout ce qui améliore la qualité de vie de la population, pour investir dans l'armée.



Si l'on souhaite agir pour le bien commun, et non simplement pour les intérêts des plus riches et du complexe militaro-industriel, il faut au contraire viser une augmentation des rentrées fiscales, par une participation plus importante des plus fortuné·es. A nouveau, en écartant cette possibilité, le rapport Gaillard montre le vrai visage du Conseil fédéral. Le temps est venu d'agir contre l'austérité. Syndicats, partis de gauche, collectifs politiques et associations du secteur social : nous devons nous unir contre la destruction de ce pour quoi nous avons lutté ! Les avancées sociales ne seront pas perdues aussi facilement !

Julien Berthod

le peuple.VS

Abonne-toi ou souscris un abonnement supplémentaire à Fr. 5.- ici

242

C'est le nombre de journalistes tués entre octobre 2023 et août 2025 à Gaza. C'était 69 pendant la 2e guerre mondiale et 63 pendant la guerre du Vietnam. Dans l'enclave palestinienne, porter le gilet presse revient à dire à l'armée israélienne : « visez-nous ».

Le vengeur masqué



On a apprécié voir le jet du Conseil Fédéral partir en urgence aux USA avec à son bord KKS et Guy Parmelin. Franchement, pendant un moment, on a presque cru qu'ils allaient revenir en héros à Berne en arrachant in extremis des droits de douane au rabais. Est-ce que Guy avait préparé une petite bouteille de chasselas pour convaincre Donald et son administration de cette folie de taxe ? En bon valaisan moyen, on serait tenté de penser que c'est peut-être ça qui a convaincu les aficionados de boissons sucrés de maintenir ces 39 %. Qu'à cela ne tienne, au moins aujourd'hui je peux placer l'expression « où la chatte a mal aux pieds » pour briller en société. Peu de gens comprendront, mais j'aurais surement pas l'air plus benêt que Parmelin tout penaud devant les caméras à la sortie de la rencontre avec Marco Rubio.

26 août	**18 h 30**	**Comité directeur**
30 septembre	**18 h 00**	**Comité directeur**
	19 h 00	**Conseil de parti**
8 novembre	**16 h 00**	**Congrès du PSVR**
9 décembre	**18 h 30**	**Comité directeur**

PS Parti socialiste du Valais romand

Le peuple.vs est produit par une rédaction composée de militant·e·s. La rédaction est ouverte à chaque membre du PSVr. Nous accueillons volontiers vos textes à l'adresse: redaction@le-peuplevs.ch (max. 1700 caractères).

Impressum

Mensuel
14e année

Site internet : www.lepeuplevs.com

Rédaction : Yoann Bodrito
redaction@le-peuplevs.ch

Abonnement :
annuel CHF 95.–
de soutien CHF 130.–
supplémentaire CHF 5.–
membres JSVr CHF 50.–
abonnement@le-peuplevs.ch

Tarifs de publicité :
CHF 200.– (1/8 page)
CHF 400.– (1/4 page)
CHF 800.– (1/2 page)
CHF 1600.– (page complète)

Administration et publicité : Le Peuple.VS
Rue de Conthey 2 - 1950 Sion
079 443 76 41
publicite@le-peuplevs.ch

Maquette: Romaine Zufferey

Parution: 11 numéros par année